

Stéphane Buffetaut

Septembre 2010

Vaine agitation européenne

par Stéphane Buffetaut

Premier vice-président du CNI

Président de l'Observatoire du Développement Durable

Ancien Député Européen

Président de la Fédération des Yvelines



CENTRE NATIONAL DES INDÉPENDANTS ET PAYSANS

Les Dossiers du CNI

Madame Reding, archétype de la haute bourgeoisie luxembourgeoise, et qui ne doit avoir qu'une vision toute théorique de ce qu'est un campement de Roms, s'est laissée aller à des propos indécents et inintelligents au sujet de la politique de rapatriement de nomades étrangers illégalement installés en France, menée par le Gouvernement français.

Indécents parce que l'évocation des exactions commises par les nationaux socialistes et l'armée allemande durant la seconde guerre mondiale est insultante pour la France, mais encore pour la mémoire des déportés, juifs, résistants, universitaires et religieux polonais, Tziganes, peuples slaves qui connurent l'horreur des camps. Il ne s'agit ici que d'une question de retour dans leur pays d'origine de personnes demeurant de façon illégale sur le territoire français.

Evocation bien stupide, car elle signifierait que la Roumanie ou la Bulgarie devrait être assimilées à de vastes camps de concentration ! Madame Reding, s'est excusée. Il convient d'en prendre acte mais l'incident soulève deux questions : - celle du rôle de la Commission européenne, - celle de l'incroyable hypocrisie des bons apôtres de la pensée politiquement correcte.

Monsieur Barroso s'est solidarisé de sa vice-présidente. Dans le meilleur des cas on peut voir là la réaction du « chef » se portant au secours de sa subordonnée. Mais le discours sur la « discrimination ethnique » est insupportable. Doit-on nier qu'il existe un problème Rom en Europe ? Doit-on occulter que la Roumanie et la Bulgarie notamment ont le plus grand mal à résoudre cette question ? Faut-il ignorer que l'Union européenne se montre bien incapable de mener une politique efficace en la matière et que dès lors Monsieur Barroso serait bien inspiré de se montrer plus modeste ?

Fallait-il donc laisser pourrir la situation et laisser se développer des camps insalubres où hommes, femmes et enfants vivent dans des conditions sanitaires précaires ? Devait-on encourager des populations à s'entasser dans des bidonvilles et y vivre d'aides sociales, d'expédients et parfois, dans leur dénuement, de délinquance y compris juvénile ?

L'on est en droit aussi de s'étonner que des Commissaires européens, êtres hybrides entre le haut fonctionnaire et l'homme politique, élus par personne puissent s'en prendre avec une telle outrance de langage à des politiques décidées par des gouvernements démocratiques composés d'élus du peuple. Mais peut-être la démocratie doit-elle être considérée comme une figure dépassée du mode de gouvernement des hommes ! Place à l'oligarchie

technocratique, politiquement correcte et coupée des peuples.

Quant à l'hypocrisie des professeurs de vertu politiquement correcte, elle atteint des sommets ! Qui ne voit que dans le monde contemporain hyper urbanisé, technicien, où la formation des hommes est une clef de la réussite et l'insertion sociale, le mode de vie nomade avec tous ses aléas en matière d'accès à l'école, de stabilité des ressources, d'accès aux soins etc... pose des difficultés spécifiques ?

Il ne s'agit nullement de stigmatiser une catégorie de population, mais de faire face avec lucidité à des faits concrets. Gouverner, c'est l'art du réel non de l'idéologie ou des faux bons sentiments geignards. Il existe un problème d'insertion des Roms dans nos sociétés. Ce n'est pas en se voilant la face qu'on le résoudra et l'Union européenne, si prompte à donner des leçons de morale, serait plus crédible si elle proposait de réelles politiques communautaires efficaces et réalistes, qui passent par l'éducation des jeunes, la formation professionnelle, l'encouragement à la sédentarisation, la lutte contre l'inconfort, l'habitat précaire et le manque d'hygiène, l'accompagnement social afin d'éviter, dans certains cas qu'il ne faut généraliser, le glissement vers des comportements hors la loi.

Le Gouvernement français a pris ses responsabilités. Sans doute aurait-il dû, comme bien d'autres, agir avec plus de discrétion et d'hypocrisie. Dans cette crise, l'instrumentalisation des mesures d'autorité comme celle des bons sentiments, pour des raisons politiciennes, est insupportable. Il s'agit de trouver des solutions à des problèmes humains difficiles. Il faut les trouver avec humanité et respect, mais la France n'a pas à régler ce problème largement européen à elle seule. La politique du laisser faire, laisser passer n'est pas soutenable. Détourner la tête pour ne pas voir les difficultés est le contraire de l'art de gouverner. Quand le monde politique du vieux continent se souviendra que gouverner, c'est affronter la réalité, agir et non se réfugier dans l'idéologie qui soulage une lâche bonne conscience, l'on redécouvrira une espèce en voie de disparition : l'homme d'Etat !



Centre National des Indépendants et Paysans

6, rue Quentin Bauchart - 75008 PARIS - Tél : 01 47 23 47 00 - Fax : 01 47 23 47 03
Site Internet : www.cni.asso.fr - Courriel : secretariat@cni.asso.fr